

A close-up photograph of several hands of different skin tones reaching up to hold a single, torn piece of dry, brown bread. The hands are positioned in a way that suggests sharing or holding something precious. The background is blurred, showing hints of clothing like a blue jacket and a grey sweater.

L'accaparement des terres et la crise alimentaire mondiale

GRAIN
novembre 2009

Accaparement ?

Ce dont nous parlons ici, c'est :
l'**acquisition** (location, concession, voire achat) par des **multinationales** ou des **États** de **vastes zones cultivables** (>10 000 ha) à **l'étranger** et à **long terme** (souvent 30-99 ans), pour produire des **denrées de base** destinées à **l'exportation**.



Un problème *nouveau* ? Oui.

- Crise alimentaire → "L'agriculture à l'étranger" est désormais vue comme une nouvelle stratégie de production par des gouvernements dépendants des importations
- Crise financière → Les terres deviennent une nouvelle source de bénéfices pour l'industrie de la finance
- Objectif : cultures vivrières, pas des mangues ni du café
- Plus de 50 pays ciblés par un millier de fonds d'investissement et une douzaine de gouvernements.
- Selon la Banque mondiale, depuis 2006, 50m ha – soit presque la moitié des terres cultivables de la Chine - ont été cédés ou font l'objet de négociations en Afrique, Asie, Amérique latine. Pour la FAO, 20m ha rien qu'en Afrique. Et nous sommes loin de tout savoir.
- Selon GRAIN, 100 Mds.\$US ont déjà été déboursés (50 milliards selon la Banque mondiale)
- En réalité, on est en pleine dynamique d'expansion et de restructuration de l'agrobusiness dans le Sud, avec de gros apports de capitaux du Sud (CNUCED : en 2008, 40% des investissements agricoles transfrontaliers étaient Sud-Sud)

Les acteurs principaux

Des États et des entreprises, mais surtout le **secteur privé**.

Les États fournissent le soutien politique et facilitent les accords. Principaux gouvernements poussant à l'accaparement des terres pour assurer leur propre sécurité alimentaire : États du Golfe, Corée, Chine, Japon et Libye. En face (heureux de recevoir de l'argent en échange des terres) : Éthiopie, Soudan, Mali, Mozambique, Philippines, Pakistan, etc.

Mais ce sont les entreprises qui mènent les projets (de leur propre chef ou poussées par l'État). Mélange de firmes agro-alimentaires (production et commerce) et d'investisseurs financiers (fonds de couverture, de pension, de capital-risque, banques d'investissement, holdings, etc.

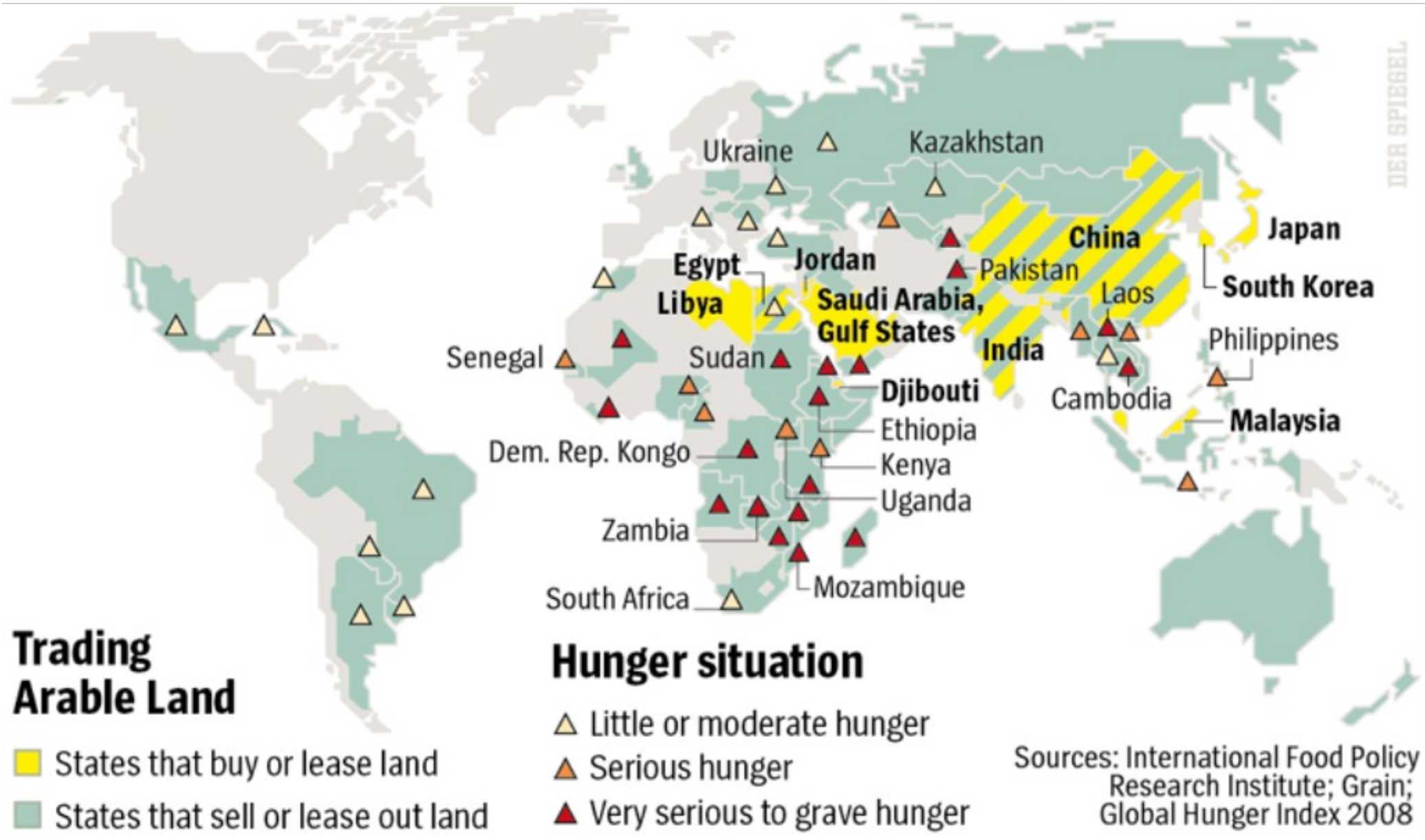
La Présidente des Philippines en négociation avec les États du Golfe



Exploitation agricole par la firme indienne Karuturi en Éthiopie



Qui? Où? Vue d'ensemble.



Qui sont les "vendeurs" ?

Pays ciblés ou qui cèdent déjà des terres :

Afrique & Moyen Orient : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée, Irak, Jordanie, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Amériques : Argentine, Brésil, Canada, Colombie, Cuba, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, USA

Asie-Pacifique: Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Myanmar, Cambodge, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Laos, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande, Turquie, Vietnam

Europe: Biélorussie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Géorgie, Lituanie, Moldovie, Roumanie, Russie, Ukraine.

Qui sont les "acheteurs"?

Pays d'origine des accapareurs de terres

- Afrique de l'Ouest* (UEMOA)
- Afrique du Sud (AgriSA, Agri-Vie...)
- Allemagne (Deutsche Bank...)
- Arabie Saoudite* (Hadco, Al Rabie, Al Rajhi, Foras, Tadco, Almarai, Binladin, Al Qudra...)
- Australie (Maquarie...)
- Bahrain* (Trafco, MAP, Ithmaar, Al Salam...)
- Bangladesh
- Chine* (DTE, Chongqing, CSFAC, CNADC...)
- Corée du Sud* (Daewoo, Hyundai, LG....)
- Djibouti*
- Égypte*
- Émirats Arabes Unis* (Abraaj, EIG, Abu Dhabi Fund for Development, Iffco, Dubai World...)
- France* (Pergam, L. Dreyfus, AFD?...)
- Inde* (Varun, Ruchi, Karuturi, etc)
- Iran ??
- Israël
- Japon* (Marubeni, Sumitomo, Itochu, Kobeussan, Mitsubishi ...)
- Jordanie
- Koweït* (KIA, Americana Group...)
- Libye* (LAP)
- Lituanie (Agrowill)
- Malaisie*
- Maurice*
- Pays-Bas (Rabobank, APG...)
- Qatar* (Mawashi, Zad Holding, QIA)
- Royaume-Uni (Lonhro, cru, Bidwells, Schrodgers, Barclays, Emergent, Terra Firma, Jim Slater...)
- Singapour* (Temasek, Vitagrain, Olam...)
- Suède (Black Earth, Alpcot Agro...)
- Suisse (EBG Capital)
- Syrie*
- Thaïlande (Groupe CP)
- USA (Jarch Capital, KKR, AIG, M. Stanley, BlackRock, Jim Rogers, George Soros, Bunge, Altima, TIAA-CREF...)

** avec le soutien ou engagement de l'Etat (cadres politiques, assistance ou incitations financières, directives, traités bilatéraux pour permettre la bonne conduite des contrats, etc)*

Les nouveaux propriétaires fonciers

Le Mozambique vient d'octroyer 20 000ha à Maurice qui les sous-loue à Vitagrains, une firme singapourienne, pour produire du riz destiné aux Mauriciens

Établie en 2008 pour acheter des terres agricoles au Brésil, Agrifirma compte des investisseurs de renom, Jim Slater, Jim Rogers et Lord Rothschild. Détient déjà 42 000 ha sur 2,5 m prospectés

AGRIFIRMA BRAZIL

Philippe Heilberg, ex-trader de Solomon Brothers and AIG, actuel CEO de Jarch Capital (US), a acheté 400 000 ha au Soudan et prévoit de doubler cette surface avant la fin 2009.



Investisseurs publics et privés du Golfe sont déjà engagés dans plus de 100 accords sur des dizaines de millions d'ha, en Afrique et Asie surtout



Richard Spinks de Landkom (UK) a loué 70 000ha en Ukraine, où il en vise 500 000 d'ici cinq ans



Jeffrey Currie de Goldman Sachs considère l'accaparement des terres comme "une bonne chose". Goldman Sachs a acheté 10 élevages de volaille en Chine pour 300 m \$US, leur laissant soi-disant le soin de fixer les prix



En août 2009, Trigon Agri (DK) contrôle déjà plus de 170 000 ha en Russie, Ukraine et Estonie



L'Ukraine a donné 250 000 ha aux Libyens pour y produire leur propre blé, contre un approvisionnement en gaz



Le groupe Ben Laden cible 500 000 ha de terres en Papouasie, Indonésie, afin de produire du riz pour le marché saoudien



Susan Payne d' Emergent Asset (UK) : Détient plus de 150 000 ha en Angola, au Botswana, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Zambie et au Mozambique.

Les États du Golfe : 100 contrats pour leur sécurité alimentaire là où règne l'insécurité alimentaire

Pays ciblés	Nombre de contrats	%officiel pop. souffrant de la faim	Pays ciblés	Nombre de contrats	%officiel pop. souffrant de la faim
Soudan	20	26%	Indonésie	3	6%
Pakistan	15	24%	Myanmar	2	5%
Philippines	9	18%	Inde	2	20%
Egypte	8	4%	Maroc	2	<5%
Turquie	6	<5%	Kenya	1	31%
Ethiopie	5	46%	Tanzanie	1	44%
Kazakhstan	5	<5%	Sénégal	1	20%
Australie	5	<5%	Laos	1	19%
Ukraine	4	<5%	Mali	1	29%
Vietnam	4	14%			
Thaïlande	4	17%	Total	102	
Cambodge	3	33%	Moyenne		18%

Compilé par GRAIN en août 2009 à partir des données du Centre de recherche du Golfe, du Programme alimentaire mondial, de la FAO et d'articles de presse (2009). La superficie totale n'a pas été calculée, mais nous l'estimons à plusieurs dizaines de millions d'hectares.

L'affaire Daewoo à Madagascar

Oct 2008 : Daewoo Logistics signe un accord de prospection sur 1,3m ha cultivables à Madagascar pour la production de maïs et de palmier à huile pour le marché coréen.

- Jan-Mar 2009: "L'affaire Daewoo" déclenche un tollé général. Le Président Ravalomanana est chassé du pouvoir.
- Juin 2009: Daewoo Logistics sous protection contre la banqueroute, mais pour les Malgaches, ne sont pas convaincus que l'histoire est finie.
- Entre temps, la firme indienne Varun obtient 465 000 ha pour des céréales et légumineuses destinées au marché indien. Les Saoudiens seraient aussi intéressés.

Marc Ravalomanana avec Daewoo Logistics, oct 2008



Changement de pouvoir— mais l'accord avec Daewoo a-t-il vraiment été annulé?



L'accord Qatar-Kenya

- Jan 2009: Le président du Kenya annonce l'octroi au Qatar de 40,000 ha dans le delta du Tana en échange de la construction d'un port à Lamu.
- Objectif: la production de fruits et légumes pour le Qatar.
- La zone est riche en biodiversité et en ressources halieutiques. Elle fait vivre 150 000 paysans, pasteurs et pêcheurs.
- En même temps, le Kenya est au bord d'une crise alimentaire touchant 10 m de personnes.
- L'opposition des communautés locales, des ONG et des scientifiques monte, mais le projet tient toujours.

Tana River Delta



L'accord Mali-Libye

- Nov 2008: Le fonds souverain libyen, par sa filiale Malibya, obtient un bail sur 100 000 ha à l'Office du Niger pour produire du riz (plus tard : tomates et élevage)
- Début 2009: Le travail d'infrastructure est accordé à des compagnies chinoises et démarre
- Juil 2009: Une mission dans la région menée par la CNOP (Via Campesina) découvre que des fermes familiales sont expropriées, des cimetières profanés, des parcours animaux détruits. Les paysans ne reçoivent pas de compensation pour leurs terres.
- Août 2009: La CNOP craint que l'accord ne soit définitif et s'engage à renforcer la lutte.

Abdalilah Youssef, PDG de Malibya



"Enlever" en chinois et français



Photo: L.C/ Maison à détruire

L'accord Karuturi-Éthiopie

- Début 09 : L'Indien Karuturi, le premier producteur de roses du monde, obtient 40 000 ha en Éthiopie et en vise 300 000 de plus. Le coût ? Environ 1\$ US/ha.
- Cultive du maïs sur 10 000 ha mais a surtout l'intention de produire du riz pour l'exporter en Asie.
- Ouvriers payés 0,7\$ US/jour. Accès interdit aux locaux pour les troupeaux et le tef. Protestations réprimées par la police.
- Sept 09 : 3 m ha mis à la disposition des investisseurs étrangers (1,6 m d'ici oct). Plus de 1300 contrats déjà enregistrés.
- Oct 09 : Les "Investissements" indiens dépassent 500m\$ US, mais 13,7 millions d'Éthiopiens reçoivent l'aide alimentaire.



CULTURE La firme indienne Karuturi a obtenu 40 000 hectares d'investissements. Elle n'est pas encore autorisée à cultiver, mais elle a déjà commencé à planter.



ETRANGERS Les membres de la direction, une douzaine de personnes, sont tous Indiens. Ils sont arrivés il y a onze mois.

et tant d'autres encore...

L'Éthiopie vend 3 m ha



Création de nouveaux fonds par les États du Golfe pour acquérir des terres agricoles



Des investisseurs portugais achètent des terres au Sierra Leone

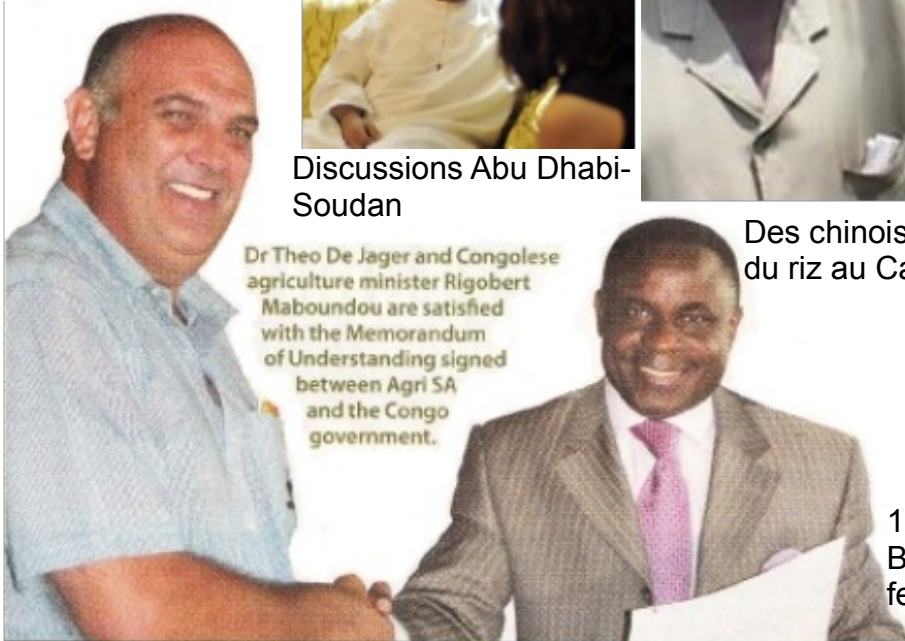


Discussions Abu Dhabi-Soudan



Des chinois font pousser du riz au Cameroun

Dr Theo De Jager and Congolese agriculture minister Rigobert Maboundou are satisfied with the Memorandum of Understanding signed between Agri SA and the Congo government.



10m ha au Congo-Brazzaville pour des fermiers sud-africains

Sheik Al Amoudi : 500 000 ha en Éthiopie



En Asie

Pakistan : Grands débats. Islamabad va louer >1m ha à des investisseurs d'Arabie saoudite, du Bahreïn et des Émirats. La Haute Cour de Lahore réclame au gouvernement tous les détails des contrats.

Cambodge : Le peuple conteste la décision de Hun Sen d'abandonner la terre aux gouvernements du Qatar et du Koweït pour y produire leur propre riz. Des Coréens achètent aussi des terres pour y faire du maïs à bon marché. Des groupes de capital-risque internationaux également.

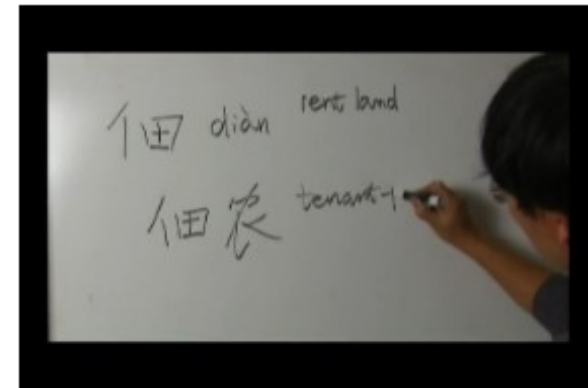
Indonésie : Le groupe Ben Laden doit signer un accord sur 500 000 ha pour y produire bientôt du riz pour le marché saoudien. Parmi les autres accapareurs de terres, Daewoo Logistics, Mitsubishi et KS Oils (Inde).

Philippines : Plusieurs accords avec des investisseurs et des représentants des gouvernements du Golfe, de Chine et de Corée ont été révélés. Des groupes politiques et les organisations paysannes se mobilisent.

Thaïlande : Débat national sur la location de terres agricoles à des étrangers, vu l'intérêt manifesté par le Bahreïn, le Koweït, l'Arabie saoudite et les Émirats.



Cambodgienne essayant de défendre ses droits fonciers



Le Secrétaire à l'Agriculture philippin avec des investisseurs du Golfe

En Amérique latine

- Principaux pays ciblés actuellement: Argentine (déjà 10% des terres aux mains d'étrangers), Uruguay, Paraguay, Brésil et Colombie.
- Cultures principales : soja, maïs, palmier à huile
- Concerne *essentiellement* le secteur privé. Beaucoup de fonds de pension, fonds de couverture et de capital-risque US et européens. Plus des entreprises agroalimentaires d'Inde, du Japon, des pays du Golfe. À quand la Chine ?
- L'Amérique latine est souvent vue comme idéale pour l'achat de terres. On y attend d'autres investisseurs étrangers.



Les fermes argentines se vendent sur Internet

Le fond d'investissement français, Pergam Finance, a 45 000 ha en Argentine et en Uruguay



Quelle réponse?

Jusqu'à présent, **deux façons** de voir les choses :

- Certains tentent de rendre ces accords "**gagnant-gagnant**" (African Union, G8, FAO, IFAD, Banque mondiale, International Land Coalition....)
- D'autres veulent mobiliser une large **résistance**



Taro Aso a soulevé la question au G8 en juillet J2009



Via Campesina l'a posée dehors, dans la rue, durant le Sommet sur la sécurité alimentaire mondiale de la FAO en novembre 2009

Investir, oui – mais dans la *sécurité alimentaire :*

La terre aux paysans :

- la terre source de subsistance pour beaucoup, et non pas la spéculation pour quelques-uns
- le contrôle aux paysans, respect du droit coutumier
- non à la privatisation & l'accaparement, pour une vraie réforme agraire

Des marchés efficaces :

- production locale
- circuits courts
- orientés vers les communautés

Une agriculture pour l'avenir :

- des systèmes de production écologiques
- semences & savoirs locaux, biodiversité
- une agriculture sans gaz à effet de serre

Des politiques décidées par les peuples:

- le pouvoir aux paysans, des alliances sociales élargies



Rejoignez la lutte contre l'accaparement mondial des terres

- Une nouvelle évolution majeure : l'accaparement des terres (et de l'eau) fait partie d'une restructuration profonde et brutale de l'agriculture
- Une mauvaise réponse à la crise alimentaire : les petits producteurs deviennent "le problème" et les fermes industrielles aux mains d'étrangers "la solution"
- Une façon d'implanter largement les grandes exploitations agro-alimentaires, sous l'égide de propriétaires ou de capitalistes financiers "du Sud"
- La terre est un enjeu absolument essentiel
- Une réalité en contradiction totale avec l'idée de sécurité alimentaire, sans parler de souveraineté alimentaire
- *"Il nous faut une politique du peuple et une voix du peuple pour mettre fin à la course aux terres"* ont dit les mouvements sociaux au Forum OSC à Rome en nov.09

Un site Internet pour suivre l'actualité
journalière et s'exprimer :

<http://farmlandgrab.org>
(open-publishing)